

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS275/5
27 novembre 2002

(02-6540)

Original: espagnol

VENEZUELA - MESURES CONCERNANT LES LICENCES D'IMPORTATION APPLICABLES À CERTAINS PRODUITS AGRICOLES

Demande de participation aux consultations

Communication de l'Argentine

La communication ci-après, datée du 22 novembre 2002, adressée par la Mission permanente de l'Argentine à la Mission permanente du Venezuela, à la Mission permanente des États-Unis et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Je me réfère à la demande de consultations qu'ont présentée les États-Unis d'Amérique au sujet des systèmes et pratiques appliqués par le Venezuela en matière de licences d'importation à certains produits agricoles et qui figure dans le document WT/DS275/1, G/L/587, G/LIC/D/35, G/AG/GEN/55, G/TRIMS/D/19, daté du 12 novembre 2002.

À cet égard, la République argentine demande, étant donné son intérêt commercial substantiel en tant que producteur/exportateur de divers produits d'origine agricole, d'être admise à participer à ces consultations conformément à la procédure établie à l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. Il convient de signaler que l'Argentine exporte vers le marché vénézuélien des haricots noirs - caraota -, haricots blancs et autres, pour lesquels le Venezuela est le deuxième marché de destination des exportations argentines, des produits laitiers et des huiles végétales (brutes et raffinées).

Cette demande est fondée sur le fait que, dans le cas des haricots, les produits en provenance de la République argentine ont pâti de l'application de diverses restrictions au commerce (telles que des retards dans l'octroi des permis phytosanitaires d'importation ou la non-délivrance du "Certificat de non-production nationale", etc.).

En outre, l'Argentine est préoccupée par l'existence de pratiques qui font que les demandes concernant les licences d'importation relatives à tous les produits susmentionnés ne sont pas traitées en temps voulu, ainsi que par d'autres pratiques qui restreignent l'accès au marché vénézuélien pour les produits d'origine agricole exportés par l'Argentine, notamment l'absence de publication de normes régissant les procédures de licences d'importation.
